

Convention collective départementale

IDCC : 887. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES ET CONNEXES
(EURE)**

(1^{er} juillet 1976)

(Etendue par arrêté du 19 mars 1979,
Journal officiel du 8 mai 1979)

ACCORD DU 13 DÉCEMBRE 2005

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS 2006

NOR : *ASET0650214M*

IDCC : 887

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie de l'Eure,

D'une part, et

L'union des syndicats Force ouvrière de la métallurgie de l'Eure ;

Le syndicat de la métallurgie CFE-CGC de Haute-Normandie ;

Le syndicat de la métallurgie CFTC de l'Eure,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunérations minimales hiérarchiques

Les rémunérations minimales hiérarchiques correspondant aux coefficients de la classification découlant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié servent de base à la prime d'ancienneté prévue à l'article 15 de la convention collective de la métallurgie de l'Eure.

En application de l'accord national du 13 juillet 1983, modifié par l'avenant du 17 janvier 1991, elles sont adaptables à l'horaire de travail effectif et assorties des majorations de 5 % pour les ouvriers et de 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

A compter du 1^{er} janvier 2006, la valeur du point, base 151,66 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures sera de 5,15 €.

Les parties signataires rappellent que la différence entre le barème 39 heures et le barème 35 heures a été complètement compensée en décembre 2002.

Pour vérifier si le salarié a bénéficié de la prime d'ancienneté, telle qu'elle résulte du barème prévu à l'article 15 de la convention collective de la métallurgie de l'Eure, il sera tenu compte, notamment, de la valeur des éventuelles compensations pour réduction d'horaire accordées par l'employeur sur la prime d'ancienneté. La prise en compte, dans l'assiette de comparaison de la prime d'ancienneté, des éventuelles compensations pour réduction d'horaire portant sur la prime d'ancienneté, pourra s'effectuer même lorsque ces compensations ont été intégrées au salaire de base. Dans ce cas, la valeur de ces compensations sera communiquée au salarié sur sa demande.

Ces rémunérations minimales hiérarchiques serviront uniquement à la détermination de la base conventionnelle de la prime d'ancienneté.

Article 2

Rémunérations annuelles effectives

Le barème des rémunérations minimales annuelles garanties créé par l'accord du 7 mai 1991 (en application de l'accord national du 17 janvier 1991 étendu) et applicable à l'ensemble des catégories de personnels visés par l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, relatif à la classification est établi sur la base de la durée légale du travail.

Le barème, base 151,66 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures est à partir de l'année 2006, le suivant :

(En euros).

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT hiérarchique	SALAIRE ANNUEL
I	1	140	14 815
	2	145	14 825
	3	155	14 835
II	1	170	15 100
	2	180	15 540
	3	190	16 080
III	1	215	17 575
	2	225	17 920
	3	240	18 910

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT hiérarchique	SALAIRE ANNUEL
IV	1	255	19 690
	2	270	20 621
	3	285	21 450
V	1	305	22 716
	2	335	24 650
	3	365	26 290
		395	28 440

Ce barème constitue la rémunération annuelle en-dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte ayant travaillé normalement toute l'année sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif (151,66 heures par mois).

Il sera adapté proportionnellement à l'horaire de travail effectif de chaque mensuel et appliqué *pro rata temporis* en fonction des dates d'entrée ou de sortie, en cas de changement de classification intervenu en cours d'année ainsi qu'en cas de suspension du contrat de travail.

Ses montants supporteront les majorations légales pour heures supplémentaires.

Conformément aux dispositions de l'article 5 de l'accord national du 17 janvier 1991 étendu, il sera tenu compte, pour l'application de ces garanties de rémunérations annuelles effectives, de l'ensemble des éléments bruts du salaire quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paye et supportant des cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception de chacun des éléments suivants :

- prime d'ancienneté prévue à l'article 15 de la convention collective territoriale des industries métallurgiques de l'Eure ;
- majoration pour travaux pénibles, dangereux, insalubres ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

En application de ce principe, seront exclues de l'assiette de vérification : les participations découlant de la législation sur l'intéressement et n'ayant pas le caractère de salaire, ainsi que les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale.

Ces barèmes de rémunérations annuelles effectives sont sans incidence sur les rémunérations minimales hiérarchiques visées à l'article 1^{er}.

Les parties signataires rappellent que la différence entre le barème 39 heures et le barème 35 heures a été complètement compensée en décembre 2002.

Article 3

Indemnité de panier

L'indemnité de panier prévue à l'article 20 de l'avenant n° 1 de la présente convention collective est portée à 6,90 € à compter du 1^{er} janvier 2006.

Article 4

Le présent accord annule et remplace le précédent accord du 9 mai 2005.

Article 5

Le présent accord sera notifié à chaque organisation syndicale représentative dans les conditions prévues à l'article L. 132-2-2-IV du code du travail et déposé conformément à l'article L. 132-10 du même code.

Article 6

Les parties signataires sont convenues de demander l'extension du présent accord étant rappelé que l'accord précédent du 9 mai 2005 a fait l'objet d'un arrêté d'extension en date du 2 novembre 2005.

Fait à Evreux, le 13 décembre 2005.

(Suivent les signatures.)